
Le 27-03-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Le 27 mars 2018

Quels étaient les camps sur le terrain lors de ces élections ? La réponse était dans journal de la Confindustria (le MEDEF italien) : Sergio Fabbrini, dans deux éditoriaux (14 et 21 janvier) parus sur "il Sole 24 Ore", expliquait qu'en Italie se confrontaient les pro-européens et les partisans du souverainisme. Deux camps transversaux aux différents partis, mais avec des caractéristiques clairement définies :

D'une part, il y avait les supporteurs de l'intégration européenne et de l'OTAN, d'autre part les partisans de la souveraineté nationale. Toujours dans "il Sole 24 Ore" : « Si les institutions politiques et électorales ne sont pas en mesure de garantir la préservation de cette relation [avec l'Europe] [...] alors il est nécessaire que cette relation soit protégée par nos classes dirigeantes ». Tout peut être discuté sauf notre adhésion à l'UE, à l'euro et à l'OTAN. Les grands médias ont construit un discours estimant qu'une décision souveraine du peuple italien était irrecevable si elle remettait en question ces adhésions. Le raisonnement sous-jacent est que la réappropriation de la souveraineté nationale est inadmissible et que l'adhésion à l'UE et à l'OTAN n'est pas du ressort des électeurs. Malgré tout, les élections du 4 mars ont apporté une réponse très différente de celle souhaitée par l'establishment italien (et pas seulement).

Le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue (ex ligue du nord) ont gagné parce qu'elles ont répondu à un facteur essentiel : la représentation d'une souffrance généralisée de la société italienne.

- La Ligue qui est née en donnant une voix aux petits patrons du Nord a compris que la crise a plongé ce secteur de la société dans la pauvreté. Il existe une prolétarianisation de la classe moyenne.
- Le M5S a réussi à faire la même opération en représentant les nombreux jeunes précaires, reliant la question générationnelle à l'exploitation des classes dominées.

Cette souffrance s'est transformée non seulement en une attaque féroce contre les migrants et la « caste », mais aussi en une proposition « souverainiste ».

Ces deux formations politiques qui, sur de nombreuses questions, sont à des années-lumière de la « gauche » reprennent les propositions que la gauche ou les communistes devraient soutenir et parviennent à faire élire des représentants de luttes sociales ou des intellectuels qui ont un profil politique ouvertement de gauche (M5S) et la Ligue elle-même a eu la clairvoyance de faire élire ceux qui sont attentifs aux questions sociales.

Le parti Démocrate

Le PD expérimente la défaite de la social-démocratie européenne (Allemagne, France, Espagne, Hollande, Grèce...). De plus, la tentative de Renzi de « pomper » les voix de Berlusconi n'a pas conduit à de nouveaux votes au PD, mais a aussi contribué à lui faire perdre beaucoup de l'électorat de gauche traditionnel (à commencer par les enseignants).

Le PD gouverne directement ou indirectement depuis 2011. Il s'est aligné sur les exigences de la Troïka et est responsable de la douleur du corps social, de la crise économique, de l'affaiblissement de la capacité productive du pays, etc.

La gauche sociale-démocrate

Les « frondeurs » du PD, Liberi e Uguali (Libres et égaux, LeU) a été battu à ces élections. La stratégie de Alemà et Bersani (dirigeants et fondateurs du Parti Démocrate) était de « gauchiser » leurs positions et de miser sur l'effondrement du PD renzien pour ensuite ouvrir une nouvelle relation politique avec un parti « différent ».

L'échec est dû au manque de crédibilité de la classe politique qui l'a animé, mais aussi au projet politique qui, là où il a été appliqué (en Grèce), a donné les résultats désastreux que nous connaissons. Proposer des politiques de redistribution au sein d'une Europe qui a fait de la concurrence salariale son crédo n'est pas une perspective crédible.

LeU est européiste ce qui est inconciliable avec une politique progressiste. Cette contradiction concerne tous ceux qui proposent des politiques sociales et redistributives sans remettre en cause le cadre européen. Il n'y a pas d'espace politique national en dehors des traités européens.

Potere al popolo

A l'intérieur du PAP il y a des partis historiques comme Rifondazione Comunista et le nouveau PCI, le Réseau communiste et aussi la "Gauche anti-capitaliste" trotskyste. Ces formations se sont réunies quelques semaines avant le vote sans véritable projet, donnant l'image d'un cartel électoral avec un seul objectif : le retour d'élus au Parlement. Sur certaines questions centrales comme l'euro et la défense des intérêts nationaux, l'ambiguïté (supérieure à celle du M5S), a été préférée à la clarté. Ils ont aussi préféré l'ambiguïté sur des questions internationales : Syrie, Kurde, Ukraine, l'OTAN.

Conclusion

L'un des faits saillants de ces élections est que les électeurs de gauche ont voté massivement pour le M5S. L'attitude qui prévaut est de considérer cela comme une force de « droite » avec laquelle il ne faut pas s'engager. Rien de plus faux.. Le M5S est traversé par des contradictions et il convient de discuter des vrais enjeux stratégiques : la lutte contre l'intégration euro-atlantique et la défense des classes populaires.

Idem pour la Lega...

Dernière minute

Un accord a été conclu le 24 mars entre le M5S et la Forza Italia pour se répartir les présidences des deux chambres. M5S : Roberto Fico, 43 ans, historique du M5S, a été élu, avec 422 voix sur 620 votants, président de la Chambre des députés,

Forza Italia : Elisabetta Alberti Casellati, 71 ans, avocate et fidèle de Silvio Berlusconi dès 1994, a recueilli 240 voix sur les 319 votants au Sénat. Les consultations pour la formation du futur gouvernement, doivent s'ouvrir début avril...

-
- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire